



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[83 614 362]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	227 798 001 351 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires Total of annual public expenditure at state level has increased both in local currency and in euro. Total of annual public expenditure at state level in Turkey is 227.798.001,351 Euro.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[7 519]

Commentaires Even though there is a depreciation in exchange rates in 2020, per capita GDP in Euro has increased.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[]

[X] NA

Commentaires We can't provide this data as it is stated in the explanatory note that the average gross annual salary must include the salary both in public and private sectors. As it was in previous cycles, we couldn't receive the data of the salary for the both sectors. We can't provide the data of either public or private sector average salary as there is no data which could be deemed consistent and be proven correct by all the data providers.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[9.05]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires Exchange rate has increased compared to previous data.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : - Ministry of Treasury and Finance
- Central Bank of Turkey
- Turkish Statistical Institute

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : We can't separate the data of courts' budget from the budget of public prosecution offices. To this end, we've written "NA".

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	1 062 529 281 [] NA [] NAP	1 264 657 976 [] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	1 118 346 266 [] NA [] NAP	1 348 136 575 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Please note that the budget allocated to the figures above has increased in TRY and in Euro when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 9.05 for this year and 6.11 for the previous year.



=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In Turkey, there are two main ways in calculation of court fees.

First of all, there is a fixed fee for the cases which have no economic value, such as divorce cases, eviction cases etc. For 2020, the said fee is 6 euro.

On the other hand, for the cases which have economic value, such as debt recovery cases, the court fee is 7 % of the total amount of the value of a case. But the amount cannot be lower than 6 euro.

Also, only one-quarter of the calculated fee must be paid in advance at the beginning of the legal procedure. That amount does not include other case expenses, such as expenses for postal delivery services, expenses for expert, witness etc.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[210]

[] NA

[] NAP

Commentaires The calculation of court fee of 3000 Euro debt for 2020 requires 7 % of the total amount as the case has an economic value. Thereby, 210 euro will be the court fee. However, only one-quarter of the calculated fee (53 euro) must be paid in advance at the beginning of the legal procedure.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[538 938 054]

[] NA

[] NAP

Commentaires Discrepancy is because of the fluctuation seen in the exchange rate.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	55 816 985 [] NA [] NAP	42 325 367 [] NA [] NAP	13 491 618 [] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires In Turkey, legal aid could be granted in both civil and criminal procedures. The details regarding how to apply for legal aid are laid down in the procedural codes. However, the budgetary system doesn't enable us to make a clear distinguish between the budget of cases brought to court and not brought court. The discrepancy seen in the "other than criminal cases" is because of the fluctuation seen in the exchange rate.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	83 478 599 [] NA [] NAP	69 223 788 [] NA [] NAP	14 254 811 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Please note that the budget allocated to legal aid has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 9.05 for this cycle and 6.11 for the previous cycle. The Discrepancy in "other than criminal cases" is because of the fluctuation seen in the exchange rate. Besides, the discrepancy in "Criminal cases" is because of the fact that awareness of the court users over the legal aid in criminal procedure has increased.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The goal of legal aid is to warrant access to justice to individuals who are partly or totally incapable of affording attorney fees, litigation and court costs due to their economic situation. The decision on the grant of the legal aid is being taken according to economic criteria and also grounds of the case. The granted legal aid includes the litigation costs. Namely, the parties granted legal aid are exempted from court fees. On the other hand, there is already no financial burden in criminal proceedings.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are some indicators to be taken into consideration when the legal aid budget is prepared. One of which is the data of the previous budgetary year. That is, the amount of exempted fee for each case is calculated based on the estimated amount.

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In Turkey, there is no separation between the budget of the courts and public prosecution offices.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples

possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[X]	[]
Nombre d'affaires nouvelles	[X]	[X]
Nombre d'affaires pendantes	[X]	[]
Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : As indicated above, preparation and allocation of the budget of courts are among the responsibilities of the MoJ in Turkey. Each public prosecution office in each court determines the financial needs of the courthouses. In this process, judges and prosecutors could share their opinions regarding the expenses of the coming year and the other issues on budget of the court. Finally, public prosecution offices with the relevant department of the MoJ (General Directorate for Strategy Development) conducts the management of the allocated budget.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice, Ministry of Treasury and Finance, Union of Turkish Bar Associations

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	2 282 796 464 [] NA [] NAP	2 660 643 564 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces

différences : Please note that the budget allocated to the figures above has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 9.05 for this year and 6.11 for the previous year.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No <input type="checkbox"/> NAP
Ministère public	(X) Oui () No <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Courts, legal aid and public prosecution services are included in the judicial budget.

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de probation	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur des procureurs	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de gestion du système judiciaire	() Oui () Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'exécution	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Notariat	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP

Service d'expertise légale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : In fact, we've scrutinised over the "Other" option to find out if there are other elements included in the budget. However, we've come to the conclusion that there is no specific element that must be included in the option of "other". Therefore, we've changed our answer that we gave in the cycle of 2018.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice, Ministry of Treasury and Finance, Council of Judges & Prosecutors, Constitutional Court, Council of State, Court of Cassation and Turkish Justice Academy.

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- Court presidents are responsible for the management of individual courts in Turkey. Each court president has a variety of roles, such as the monitoring of staff at the registry, inspection of the staff as well as having disciplinary competences over those who work at the relevant court. Besides, there are senior officials in each court who are titled as the director of the registry. These officials are also responsible for different tasks under the supervision of court president, such as the distribution of workload among other staff working at the court, etc.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The head of public prosecutor office is mainly responsible for the management of the relevant offices. These prosecutors are appointed by the Council of Judges and Prosecutors according to the annual calendar of the CJP. These prosecutors are at the top of the hierarchy of the office. Organisation of the management of cases is among the tasks the head of office. In addition to that, each office has a senior director who has also supervision duties over the staff working in the office. Prosecutors have disciplinary powers over the senior director as well as staff in the office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- According to Turkish criminal legal framework, legal aid is the assignment and appointment of a lawyer by the State for suspects or accused for certain individuals or within certain circumstances. (Code of Criminal procedure, number 5271) In Turkey, the right to be defended and represented by a free lawyer/ attorney applies to every suspect, accused and victim in criminal matters defendant regardless of his or her financial or economic circumstances. This rule avoids the complicated question of determining proper income qualifications for free legal services. In Criminal proceedings, the assignment of a lawyer is compulsory in case of the following conditions and there is no need to lodge an application for the assignment of a lawyer: 1. - Where the defendant is a minor 2. - Where the defendant is deemed mentally disable 3. - Where the defendant is mute or deaf 4. - During the investigation and prosecution for crimes that require a punishment of imprisonment at the minimum level of more than five years. Thus there's no economic criterion regarding mandatory assignment of lawyers. The Prosecutor asks the Bar Association of the place to appoint a lawyer and through a "robot" (IT Program), assignment is communicated straight to the Prosecutor and therefore to the suspect or prosecuted individual. The scope of the Civil Legal Aid is regulated in the Code of Civil Procedure, number 6100; Code of Lawyers number 1136 and Union

of Turkish Bar Associations Bylaw of legal aid. According to these legal provisions, "the legal profession is a public service and a liberal profession." The goal of legal aid is to warrant access to justice to individuals who are partly or totally incapable of affording attorney fees, litigation and court costs due to their economic situation. In those cases, stated by law, beneficiaries are under the scope of the civil legal aid system. Individuals requesting legal aid have to present evidence of their lack of economic resources to pay for a trial when completing the application form. According to article 334 of the Code of Civil Procedure, beneficiaries of the legal aid service are: 1. - Persons who have no ability to partially or totally afford necessary litigation 2. - Public benefit institutions and foundations 3. - Foreigners (conditioned upon existence of reciprocity principle) In case of individuals related above there's a no objective criteria established to apply or approve their request for legal aid as far as they comply with an apparent and significant difficult financial situation. There are no concrete and objective criteria for those individuals to prove their financial insufficiency. A Legal Aid Office established at each bar association headquarters renders legal aid service. The legal aid office is composed of volunteer lawyers. According to Turkish legal order, the applicant either before the Legal Aid Office or before the Court can submit a request for legal aid. In both cases, the application form must be accompanied by evidence: a list of documents, which prove the financial situation of the applicant. This list varies from one Bar Association to the other. Judges and Legal Aid Offices are both entitled whether to grant legal aid to the applicant in line with the presented documents and raised reasons. In both situations, the decisions made upon the appeal are final. So the decision is being taken according to economic criteria and also grounds of the case. The Bar Association only assigns a lawyer. The Court will decide on exempting the applicant, totally or partially, of the litigation costs.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- Oui
 Non
 NAP

Si oui, veuillez préciser : According to article 335 of the Code of Civil Procedure, legal aid can be granted for the fees that are related to the enforcement of decisions.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal aid can be granted for other costs; for example fees of experts, interpreters, etc.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : We try to avoid giving the data that have not been proven correct by all parties that provide it.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : There is no specific regulation in procedural codes to set the minimum or maximum timeframes for granting legal aid. However, both in criminal and civil procedures, the authorities that are dealing with the application of legal aid, should act promptly to meet the request of legal aid, by its nature.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
-----------------	---

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : According to Turkish legal framework, in the civil jurisdiction legal aid is the assistance of legal services provided to those who are not able to afford a lawyer fee and trial costs due to economic reasons. On the other hand, legal aid in the criminal jurisdiction is the legal services provided to all requestors and to those under certain conditions even without making a request

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : For criminal cases, it is not possible to refuse legal aid for lack of merit of the case. However, in article 334/1 in Turkish Civil Procedure Code, it is set out that to be granted legal aid, the claims of applicant must not be manifestly ill founded.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires In criminal cases, for investigation phases, the Prosecutor asks the Bar Association to appoint a lawyer to suspect or victim. In prosecution phases, the Judge or the Court is the authority who decide to ask the Bar Association to appoint. On the other hand, in civil cases, the applicant can submit a request for legal aid either to the Legal Aid Office in Local Bar Association or to the Court. In both cases, the application form must be accompanied by evidence: a list of documents, which prove the financial situation of the applicant. Therefore, the decision to grant or refuse legal aid belongs to either the Bar Associations or the Courts.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? There is a secondary legislation which covers the details of legal protection insurance in Turkey. With the aim to improve the implementation of this insurance branch, a working group was formed by the Moj with the participation of Turkish Bar Association, Ankara University and Insurance Association of Turkey. The working group completed the work on the draft version of that secondary legislation. Consultation procedure is still ongoing before that document to be published.

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.adalet.gov.tr ; www.mevzuat.adalet.gov.tr	()

A la jurisprudence des juridictions supérieures	<input checked="" type="checkbox"/> (X) http://emsal.danistay.uyap.gov.tr/BilgiBankasiIstemciWeb/ https://karararama.yargitay.gov.tr/YargitayBilgiBankasiIstemciWeb/ https://www.anayasa.gov.tr/tr/kanunlar-bilgi-bankasi/ http://emsal.uyap.gov.tr/BilgiBankasiIstemciWeb/	<input type="checkbox"/> ()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> (X) https://magdurbilgi.adalet.gov.tr/	<input type="checkbox"/> ()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> (X) http://www.alternatifcozumler.adalet.gov.tr/ ; http://bilirkisilik.adalet.gov.tr/index.html ; http://www.evicesiddet.adalet.gov.tr/en/index.html ; http://www.magdur.adalet.gov.tr/ ; http://www.adb.adalet.gov.tr/	<input type="checkbox"/> ()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : The websites included in "other documents" are designed to inform public on some specific subjects, such as alternative dispute resolution methods, rights of victim, etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- (X) Oui, toujours
- () Non
- () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : There is a regulation regarding judicial timeframes which requires all parties to be informed in public prosecution service and first instance criminal, civil and administrative proceedings. According to this regulation, parties in said proceedings have started to be informed as of January 1st, 2019.

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> [X] Information en ligne <input type="checkbox"/> [] Téléphone <input type="checkbox"/> [] Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> [X] En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> [] Autre <input type="checkbox"/> [] Non

Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : For general public, online information over the judicial system is provided on some specific websites, such as <https://magdurbilgi.adalet.gov.tr/>; <https://magdur.adalet.gov.tr/>. In addition to that, in many courthouses, front desks and enquiry desks have been established to provide the citizens with the information regarding the functioning of the relevant courthouse and responses to the specific questions of the applicants.

Specific information for victims of offences is also provided on the recently formed website: <https://magdurbilgi.adalet.gov.tr/>. This website is available in different languages; turkish, english and arabic. On this website, information ranges from the main terms of the criminal procedure to the templates which could be used in various phases of the criminal procedure. Therefore, all sides of the criminal procedure will be able to make use of the website. in some courthouses with heavy workload, the offices on victim rights have been established across Turkey. The list of these offices could be reached on <https://magdur.adalet.gov.tr/Home//harita>.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : There has been significant

developments in Turkey to promote the rights of the persons with disabilities. In order to strengthen the access to justice for disabled persons in courthouses, a separate budget is allocated within the Ministry of Justice's budget. This financial resource shall be only dedicated to services for disabled court users. Moreover, Department of Victim's Rights at the MoJ (a separate unit for victims rights which was established under Ministry of Justice in 2013) has formed a particular website as it is underlined in the previous question. For those who need information on judicial proceedings, there are special regulations are laid down in procedural codes and these information are provided according to these specific regulations, such as Criminal Procedural Code as well as Civil Procedural Code.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

- Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)
- Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs
- Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure
- Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice
- Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"
- Autre, veuillez préciser
- NAP

Commentaire Turkey has set specific conditions to facilitate participation of minors in judicial proceedings. Firstly, it should be underlined that if a minor is involved in any proceeding, there are specific regulations enshrined in the relevant law to protect the rights of the minor. For instance; if a minor suspect/victim is involved in an investigation, this person must be heard with the presence of lawyer that is free of charge. Furthermore, for some specific cases, such as child abuse, a psychologist is appointed by prosecutor or judge, depending on the type of the procedure. There are special rooms (judicial interview rooms) have been designed and made in the courthouses with heavy workload. The work on the proliferation of the numbers of these rooms is still ongoing. All these procedures are so significant that they will hinder the revictimisation of minors during the procedures.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation

(âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). The general threshold for legal majority in Turkey is 18. Therefore; age threshold is 18 to initiate a judicial proceeding in Turkey. In civil procedures, persons below 18 could initiate judicial procedures and take other actions in that procedure with the presence/will of the parents/legal guardian. On the other hand, in criminal procedures, minors above 15 could submit a petition of complain to the prosecutor without the will of parent/legal guardian if the crime in question has been committed against the minor himself/herself. However, if minors give/plea statement before the prosecutor/judge, the presence of lawyer is compulsory, regardless of the age of the minor. In addition to that, for the persons who are considered as witness, capacity of discernment is taken into consideration to be able to give their statement before the prosecutor/court. Namely, courts should evaluate the capacity of a minor to understand the difference between right and wrong and the consequences of his/her acts.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire We should share a specific exception regarding this question. If there is a conflict of interest between a minor and parent/legal guardian, the right to represent of the minor before the court belongs to other legal guardian that has been appointed by the judge before the proceedings. That guardian's task is limited with the relevant procedure only. As it is explained in the explanatory note; the legal guardian should be understood as a person other than parent who has the legal authority granted by a court and/or other competent institution to care for the personal and property interests of a minor. Therefore, legal guardian in that case is the representative of the minor instead of the parent. In conclusion the representative of the minor in belongs to either parent or the legal guardian. Apart from that, there is no other representative.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- 12]
- NA
- NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[12]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Criminal liability threshold in Turkish Penal Code is 12. The relevant article is as follows:

(1) Minors under the age of twelve are exempt from criminal liability. While such minors cannot be prosecuted, security measures in respect of minors may be imposed.

(2) Where a minor is older than twelve, but younger than fifteen, at the time of an offence, and he is either incapable of appreciating the legal meaning and consequences of his act or his capability to control his behavior is underdeveloped then he shall be exempt from criminal liability. However, such minors may be subject to security measures specific to children. Where the minor has the capability to comprehend the legal meaning and result of the act and to control his behaviors in respect of his act, for offences requiring a penalty of aggravated life imprisonment, a term of twelve to fifteen years of imprisonment shall be imposed and for offences that require a penalty of life imprisonment, a term of nine to eleven years imprisonment shall be imposed. Otherwise the penalty to be imposed shall be reduced by half, save for the fact that for each act such penalty shall not exceed seven years.

(3) Where a minor is older than fifteen but younger than eighteen years at the time of the offence then for crimes that require a penalty of aggravated life imprisonment a term of eighteen to twenty four years of imprisonment shall be imposed and for offences that require a penalty of life imprisonment twelve to fifteen years of imprisonment shall be imposed. Otherwise the penalty to be imposed shall be reduced by one-third, save for the fact that the penalty for each act shall not exceed twelve years.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

() Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

() Oui, toujours

() Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Victims of all types of crime can claim compensation before the civil courts. Also, through penal mediation (reconciliation) the pecuniary and non-pecuniary damages of the victims can be compensated for some specific offences like threat, insult, violation of privacy, damage to property, disturbing an individuals' peace and harmony, theft, etc.. Also there are some special arrangements for terror victims and security forces. In general, a court decision is necessary in the framework of the compensation procedure. However, there is a specific arrangement for victims of terror. "The Code on Compensation for Losses Sustained As a Result of Terrorism or the Fight Against Terrorism" (Code no. 5233) came into force on 27 July 2004. It seeks to provide redress for pecuniary damage of real persons and legal entities as a result of terrorist or anti-terrorist activities. Compensation commissions, made up of experts and a lawyer, have the task of establishing the nature of the losses sustained and determining appropriate amounts of compensation. They carry out assessments and draw up friendly-settlement declarations regarding the compensation. The amount of compensation is covered by the budget of Ministry of Interior. The State, due to compensation paid, revokes those who are responsible. Another special arrangement is for security forces.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
 Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
 Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Victims of all types of crime can claim compensation before the civil courts. Also, through penal mediation (reconciliation) the pecuniary and non-pecuniary damages of the victims can be compensated for some specific offences like threat, insult, violation of privacy, damage to property, disturbing an individuals' peace and harmony, theft, etc.. Also there are some special arrangements for terror victims and security forces. In general, a court decision is necessary in the framework of the compensation procedure. However, there is a specific arrangement for victims of terror. "The Code on Compensation for Losses Sustained As a Result of Terrorism or the Fight Against Terrorism" (Code no. 5233) came into force on 27 July 2004. It seeks to provide redress for pecuniary damage of real persons and legal entities as a result of terrorist or anti-terrorist activities. Compensation commissions, made up of experts and a lawyer, have the task of establishing the nature of the losses sustained and determining appropriate amounts of compensation. They carry out assessments and draw up friendly-settlement declarations regarding the compensation. The amount of compensation is covered by the budget of Ministry of Interior. The State, due to compensation paid, revokes those who are responsible. Another special arrangement is for security forces.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
 Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
 Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Victims of all types of crime can claim compensation before the civil courts. Also, through penal mediation (reconciliation) the pecuniary and non-pecuniary damages of the victims can be compensated for some specific offences like threat, insult, violation of privacy, damage to property, disturbing an individuals' peace and harmony, theft, etc.. Also there are some special arrangements for terror victims and security forces. In general, a court decision is necessary in the framework of the compensation procedure. However, there is a specific arrangement for victims of terror. "The Code on Compensation for Losses Sustained As a Result of Terrorism or the Fight Against Terrorism" (Code no. 5233) came into force on 27 July 2004. It seeks to provide redress for pecuniary damage of real persons and legal entities as a result of terrorist or anti-terrorist activities. Compensation commissions, made up of experts and a lawyer, have the task of establishing the nature of the losses sustained and determining appropriate amounts of compensation. They carry out assessments and draw up friendly-settlement declarations regarding the compensation. The amount of compensation is covered by the budget of Ministry of Interior. The State, due to compensation paid, revokes those who are responsible. Another special arrangement is for security forces.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure

d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The rights of the victim and the complainant are laid down in article 234 of Criminal Procedure Code. In this article, the rights of victims in investigation phase are explained in detail. The victim can request the collection of evidence, if it does not jeopardize the secrecy and aim of the investigation, the victim can also request copies of documents from the public prosecutor, in cases where he/she has no attorney, the victim can request the appointment of a lawyer by the Bar Association, for the offence of sexual assault and for offences requiring imprisonment, the minimum limit of which is more than five years, in cases where it is in accordance with Article 153, the victim can have the documents of investigation and the property seized and taken under protection reviewed through his/her attorney, the victim can use his/her right of opposition against the decision of non-prosecution rendered by the public prosecutor according to the procedure laid down in the Code.

(2) In cases where the victim has not attained the age of 18, is deaf or dumb, or is handicapped so far that he/she cannot express himself/herself, and has no attorney, an attorney shall be appointed on his/her behalf, without seeking his/her request.

Moreover, the public prosecutor, considering the articles of the Law on the Protection of Family and Prevention of the Violence Against Women, could take further measures to ensure the protection of the victims.

(3) These rights shall be told and explained to the victims of the offence, as well as to the complainant and this issue shall be taken into the minute.

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : In Turkey, in cases where the victim has not attained the age of 18, is deaf or dumb, or is handicapped so far that he/she cannot express himself/herself, and has no attorney, an attorney shall be appointed on his/her behalf, without seeking his/her request.

Besides, there is a dedicated law to enhance the protection standards of the children that have been considered as victims of crimes. The main aim of The Law on the Protection of Children is to hinder revictimisation of children during the judicial procedures. Apart from that, the protection of the rights and wellbeing of the children are at the core of that regulation. That law enshrines specific measures over the education and protection of the children as well as the measures on the health of them.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une

décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : According to Criminal Procedural Code, article 173, the victim of the offence may file a motion of opposition, within 15 days as of the notification of the "decision of non-prosecution", to the criminal judgeship of peace, which is in the district of the assize court which serves in the judicial district of where the public prosecutor who rendered this decision serves.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Turkish Statistical Institute annually conducts life satisfaction surveys aimed at citizens. In the concept of that survey, citizens' satisfaction from justice services is measured. The results of that survey are reported and published by the Institute. In addition to that, surveys aimed at judges, prosecutors and court staff are conducted through an intranet system mainly by the Council of Judges and Prosecutors. Furthermore, Turkish Court of Cassation has conducted a survey to lawyers at national level to measure their satisfaction from the services. The difference between that and the previous cycle is because of the ad hoc surveys conducted by both CJP and Council of Judges and Prosecutors. As it is always stated, in the Judicial Reform Strategy Document which was launched in 2019, surveys must be conducted to measure the satisfaction of the court users and justice professionals.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

(X) Oui, veuillez préciser :Statistical data are collected through the UYAP (National Judicial Database) system.

() Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires High Judicial Council is responsible for dealing with the complaints regarding judges and prosecutors while Ministry of Justice is responsible for the complaints regarding non judge court staff.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Instance supérieure	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	7 634 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	5 632 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	5 104 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	483 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	45 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	2 002 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Considering the details laid out in the explanatory note, we've revised the number of courts in first, second and highest court. There is no specific policy dedicated in this cycle to decrease or increase the number of courts rather than those analysis regularly carried out by CJP.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	2 002 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	188 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	386 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	410 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	167 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	144 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux pour enfants	134 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés	573 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : There is no specific policy dedicated in this cycle to decrease or increase the number of courts rather than those analysis regularly carried out by CJP. As to the increase of the first instance specialised courts, the number has increased due to the need in this field.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	643 [] NA [] NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	671 [] NA [] NAP

Commentaires The number of first instance courts provided here includes all first instance courts considering their geographical locations while the number of all courts comprises the number of second instance and third instance courts in addition to the first instance courts.

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	[] NA [X] NAP
Le licenciement	592 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	145 [] NA [] NAP
Faillite	592 [] NA [] NAP

Commentaires Disputes related to employment dismissal can be trialled by specialised labour courts if there is a labor court functioning in that city. If there is no specialised labour court, then the civil court with general jurisdiction could handle these kind of cases. Therefore, when calculating the numbers, the total number of these courts is taken into consideration, not just the number of specialised courts. Besides, this explanation is also valid for the disputes emerging from insolvency issues. However, there is a new legislation entered into force this year which gave authority to the trade courts in some major cities about handling the cases regardless of the geographical jurisdiction. It means, the numbers for the next cycle could change significantly. On the other hand robbery cases are handled by assize courts in Turkey, therefore the number of functioning assize courts is taken into consideration when the data is given above. The discrepancy in the numbers is because of the methodology of the calculation.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : There is no special courts for small claims in Turkey by 01.10.2011. Currently, for civil proceedings, there are two different courts at the first instance in Turkey; one of which is civil courts of peace, the second one is the civil court with general jurisdiction (first instance civil court). The jurisdiction of these courts is based on the merit (subject) of the each case. For instance; disputes emerging from tenancy contracts are handled by the civil courts of peace.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[0]

Commentaires NAP

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Council of Judges and Prosecutors, MoJ

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	14 383 [] NA [] NAP	7 608 [] NA [] NAP	6 775 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	10 431 [] NA [] NAP	5 452 [] NA [] NAP	4 979 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	2 339 [] NA [] NAP	1 525 [] NA [] NAP	814 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	1 613 [] NA [] NAP	631 [] NA [] NAP	982 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Efforts regarding raising the number of judges, prosecutors and judicial staff have been made in recent years. The aim is to reach the average number laid down by the CEPEJ and policy of recruitment and appointment of judges and prosecutors has been determined accordingly. Therefore, the numbers of judges and prosecutors provided here is actually judges recruited and appointed. Number of rapporteur judges and members of the supreme courts' have been included in the given figure. Besides, the increase in these numbers is because of the increase in the number of chambers at each second instance court.

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
() 50 – 60%
() 60 - 80%
() Plus de 80 %
 NA
 NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Première instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Deuxième instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Cours suprêmes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : There is no clear distinction between the number of judges by case type.

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	820 [] NA [] NAP	706 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	793 [] NA [] NAP	679 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	24 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires When calculating the number of court presidents in second instance and supreme courts, each court is counted as one legal entity even though there are a good many chambers which have their own presidents. Besides, when we state "court presidents", we refer to the judges (mainly senior judges) who are in charge of the organisation and the management of more than one courts. For instance; the organisation and management of the courts all along Turkey is among the tasks of the head of the justice commissions which are in function in major cities. The head of justice commissions are appointed by CJP among mainly the senior judges of the assize courts (heavy penal courts). Therefore, there is a difference between the number of courts as legal entities and the number of court presidents.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

Donnée

Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : In Turkey, prosecution offices and courts serve in the same building. Although there are non judge staff and staff working for prosecution offices, they can be assigned for different positions in the courthouses due to the organisational needs. This situation makes it rather hard to provide data which is separated for non judge staff and staff working for prosecution offices.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :renting vehicles

Commentaires Within Turkish system, expenses of many services (it services, training of staff, security, archives, cleaning, etc.) are met by courts' own budget while a few (such as renting of needed vehicles) are outsourced.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : CJP, MoJ

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	6 863 [] NA [] NAP	5 847 [] NA [] NAP	1 016 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	6 385 [] NA [] NAP	5 437 [] NA [] NAP	948 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	235 [] NA [] NAP	222 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	243 [] NA [] NAP	188 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The aim is to reach the average number laid down by the CEPEJ and policy of recruitment and appointment of judges and prosecutors has been conducted accordingly. Therefore, the numbers of judges and prosecutors provided here is actually prosecutors recruited and appointed. The number of female prosecutors has increased due to the specific effort made.

The number of prosecutors at second instance level has increased because of the new chambers established in each second instance courts. The number of prosecutors at Supreme Court level has increased because of the effort regarding fair distribution of workload.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	225 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	222 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	208 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	205 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
---	------------------------	------------------------	------------------------

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	[X] Oui [] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP
Violence sexuelle	[X] Oui [] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Domestic violence and sexual violence issues are important parts of the initial and in-service training of prosecutors working in prosecution offices.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires In Turkey, prosecution offices and courts serve in the same building. Although there are non prosecutor staff working for prosecution offices, they can be assigned for different positions in the courthouses due to the organisational needs. This situation makes it rather hard to provide data regarding the number of staff (non public prosecutors) in public prosecution offices.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Council of Judges and Prosecutors, MoJ

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are some circulars regarding the recruitment procedure of civil servants which are enforceable for the recruitment of judges, prosecutors and non judge staff. According to these circulars, recruitment of women is encouraged and state institutions are advised to increase the number of working women.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	(X)	()

des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are specific provisions included in Principles on The Promotion of Judges and Prosecutors (675/1) published by Council of Judges and Prosecutors. This Principle was published on 5 th of April 2017. Before this Principle, there was another version of Principle on the promotion. (Namely this is a new and updated one.) In this Principle, it is laid down that if a woman judge or woman prosecutor is on maternity leave, the promotion period of that judge or prosecutor will not be intercepted. It means, the period of time which is obligatory to be completed for being promoted is facilitated for women judges and prosecutors. Furthermore, there is also a regulation in the Law on Civil Servants (art.108) which facilitates the promotion of non-judge women staff even if they are given non paid day off.

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

(X) Oui

() Non

Pièces-jointes

 yrseng.pdf

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? Judicial Reform Strategy Document which were shared with public in May, 2019 has many actions to promote males/females equality within the judicial system. For instance, according to objective 3.7; "The principle of gender equality will continue to be looked after in the recruitment of judges, prosecutors and staff." and objective 6.4; "Practices related to women's rights in the justice system will be improved.

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	(X)	()
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. According to the Law on Civil Servants (art.104), after giving birth, the working hours of women judges, prosecutors and non judge staff are significantly decreased. In addition to that, women judges, prosecutors and non judge staff who have given birth shall not work night shift up to 2 years after the birth (art.101). On the other hand, during the pandemic, if a woman who has a children under 10 years, is allowed to work from home. Besides, if a woman is pregnant, that woman is also allowed to work from home regardless of the period of her pregnancy.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Judicial Reform Strategy(2015 - 2019) had some specific actions to improve gender balance. These actions can be classified from training of judges, prosecutors and non judge staff to prioritise women in different areas.

les mesures prévues (veuillez préciser) : Judicial Reform Strategy Document which were shared with public in May, 2019 has many actions to promote males/females equality within the judicial system. For instance, according to objective 3.7; "The principle of gender equality will continue to be looked after in the recruitment of judges, prosecutors and staff." and objective 6.4; "Practices related to women's rights in the justice system will be improved."

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires After the launch of Judicial Reform Strategy Document, action plan was made public in October 2020. The action plan comprises overarching details, such as timetable and budget of all activities. The action plan is reachable on <https://yargireformu.adalet.gov.tr>. Besides, the monitoring of the Judicial Reform Strategy is being made through that website. Specific reports are being prepared to have the clear picture of the recent developments regarding each activity. For instance; according to the recent data collected in this regard has shown that the percentage of women judges recently recruited is nearly corresponding to the percentage of men judges. This is one of the concrete results of the actions of the Judicial Reform Strategy.

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

Organisation

Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) There are several new IT projects conducted in Turkey. For instance, electronic notification which was introduced in 2019, has significantly reduced the cost of notification and it also enhance the access to justice for citizens by shortening the period of notification. The second example could be the online hearings which have been launched in 2020 in many courthouses in Turkey. Currently there are 738 courts have been equipped with the needed tools to access to the system. Namely, the online hearing system is properly functioning at these courts. Online hearing system is based on a specific regulations in procedural laws and a secondary legislation has recently been published to lay out all the details of the usage of the system. In the regulations both in the Law and the secondary legislation, there are specific rules to protect and enhance the fundamental rights of the parties. The use of the online hearing requires the consent of the applicant party as being present at the court is the main rule of trials.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Information security audits and all other operational steps in the UYAP system are conducted by IT Department of MoJ. Besides, there are other audits which are conducted by the independent specialists. As a result of these audits, the UYAP is awarded to get the ISO27001:2013 standard. On the other hand, there is another work is ongoing as to conducting a new independent audit process in 2022.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Code on Protection of Personal Data No 6698, came into force in 2016. The Board for protection of personal data is responsible of the processing of personal data in compliance with fundamental rights and freedoms.(article 22) Those who do not delete or anonymise personal data contrary to this Code shall be punished in accordance with Turkish Criminal Code No.5237. (article 17) Judges and public prosecutors are responsible for the protection of personal data to which they have accessed during the judicial proceedings accordingly. Citizens through UYAP citizen's portal can access information on their cases. Via e-signature, they can exchange documents/informations and make requests before the judicial authorities. Controls and limitations regarding the sharing of databases managed by courts with other administrations are mainly regulated by protocols between MoJ and the relevant institution, like police forces. Those protocols shall not be contrary to the fundamental rights and freedoms laid down by the legislation, otherwise shall



3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	() dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() Non
	() non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne (X) Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne (X) Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne (X) Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : The UYAP system is fully integrated as a statistical module. So, there are specific features of the system, such as preparing reports, graphs as well as statistics in certain subjects.

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	() 100% (X) 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	---	--	--	--

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Name of the system is e-budget.

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser UYAP Citizen's Portal, UYAP Lawyer's Portal

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires Electronic notification has become obligatory for some public institutions, lawyers, notaries, mediators and court experts after the amendment of Law on Notification which came into effect on 1 January 2019. From that date until now, 63.098.819 electronic notifications have been sent to parties. By doing so, notification procedure has been accelerated and access to justice has been strengthened.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires In October 2020, e-noter system has been introduced. The system enables citizens(users) to make some applications online, specifically sending some documents (notary letters) could be done via the system without any need to be present at the notary office. The system is operational but there is work underway to enhance the quality of the citizen centred system.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires In Turkey, videoconferencing between courts, professionals and/or users is possible for both criminal and civil procedures. There are specific rules to cover the details of the videoconferencing. Online hearings have been launched in 2020 in many courthouses in Turkey. Currently there are 738 civil courts have been equipped with the needed tools to access to the system. Namely, the online hearing system is properly functioning at these courts. Online hearing system is based on a specific regulations in procedural laws and a secondary legislation has recently been published to lay out all the details of the usage of the system. In the regulations both in the Law and the secondary legislation, there are specific rules to protect and enhance the fundamental rights of the parties. The use of the online hearing requires the consent of the applicant party as being present at the court is the main rule of trials.

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires Because of the launch of the use of e-duruma (electronic hearing system) system in civil and commercial cases, the deployment rate in question has significantly increased. That system is currently being used by many civil and commercial courts. There is also a website to share the details of the system. (on <https://edurusmabilgi.adalet.gov.tr/assets/edurusmatema/harita/>)

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
---------------------	-----------------------	-----------------------------

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The quality standards for judges and prosecutors are determined by Council of Judges and Prosecutors through the promotion and inspection system. Judicial Reform Strategy (2019) and Strategic Plan (2019) of MoJ determines quality standards for the judicial system at national level including judges, prosecutors and judicial staff.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : Inspection of the court activities (in terms of performance and output) is held regularly in every two years by Council of Judges and Prosecutors.

Also, starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution offices shall publish annual activity reports in civil,

criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2019 and 2020 activity reports on their website accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

Oui

Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Inspection of the court activities (in terms of performance and output) is held regularly in every two year by Council of Judges and Prosecutors.

Also, starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution offices shall publish annual activity reports in civil, criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2019 and 2020 activity reports on their website accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is responsible for the evaluation of courts. There are some criteria of the evaluation of courts' performance. As of 2017, after the new regulation entered into force, CJP has started to consider the evaluation of supreme court and regional court of justice on specific cases of monitored court.

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is responsible for the evaluation of courts. There are some criteria of the evaluation of courts' performance. As of 2017, after the new regulation entered into force, CJP has started to consider the evaluation of supreme court and regional court of justice on specific cases of monitored court.

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux

- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time

autre (veuillez préciser) :Through the judicial IT system (UYAP), number of incoming cases, decisions delivered, postponed cases, length of proceedings, age of cases, types of cases and offences, number of suspects, accused, victims can be monitored.

Commentaires Through the judicial IT system (UYAP), number of incoming cases, decisions delivered, postponed cases, length of proceedings, age of cases, types of cases and offences, number of suspects, accused, victims can be monitored.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :Through the judicial IT system (UYAP), number of incoming cases, decisions delivered, postponed cases, length of proceedings, age of cases, types of cases and offences, number of suspects, accused, victims can be monitored.

Commentaires Through the judicial IT system (UYAP), number of incoming cases, decisions delivered, postponed cases, length of proceedings, age of cases, types of cases and offences, number of suspects, accused, victims can be monitored.

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X) In Criminal Procedure Code and Code of Civil Procedure, there are monitoring procedure for some implementations to prevent unnecessary delays.	()
dans les services du ministère public	(X) In Criminal Procedure Code, there are monitoring procedure for some implementations to prevent unnecessary delays.	()

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :DG for Criminal Records and Statistics, MoJ, <http://www.adlisicil.adalet.gov.tr/>,Devlet Mahallesi Vekaletler Caddesi 06420 Çankaya/Ankara

() Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :DG for Criminal Records and Statistics, MoJ, <http://www.adlisicil.adalet.gov.tr/>,Devlet Mahallesi Vekaletler Caddesi 06420 Çankaya/Ankara

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non



=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution officies shall publish annual activity reports in civil, criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2019 and 2020 activity reports on their website accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. Also the supreme courts publish activity reports annually on their website, accessible to all and free of charge. The reports are public and posted on the internet. All of the courts' and prosecution offices' reports are available on their own website.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires



=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution officies shall publish annual activity reports in civil, criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2019 and 2020 activity reports on their website accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. Also the supreme courts publish activity reports annually on their website, accessible to all and free of charge. The reports are public and posted on the internet. All of the courts' and prosecution offices' reports are available on their own website.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires There are quantitative performance targets defined in principles of promotions of judges and prosecutors announced by Council of Judges and Prosecutors (CJP). According to these principles, the promotion system is defined considering the number of cases that judges deal with in a specific period of time.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir executif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires Judges are given grades by supreme courts according to the quality of the decisions which are detailed in secondary legislation and principles of CJP. These grades have an influence on judges' promotion.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires Prosecutors are given grades by supreme courts according to the quality of the indictments/decisions which are detailed in secondary legislation and principles of CJP. These grades have an influence on prosecutors' promotion.

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : CJP, MoJ

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- []
[X] NA
[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée : In principle, no hearings shall be held without the accused being present at the court. However, if the court will give a judgement other than conviction, for instance rule on acquittal, the hearing can be held without him/her being present. (Article 193 of Criminal Procedure Code) However, the data related to that questions has not been proven correct by data sources. Although we provided an answer to that question in previous cycle; we now come to a conclusion that the question basicly refers to the exceptional situation that is explained above. Therefore, the calculation methodology to find out the exact percentage should be revised. Because of that reason we've chosen the "NA" instead of sharing inconsistent data.

Under Turkish legislation, suspects and accused can represent themselves at criminal courts. Nevertheless there are exceptions to this rule. For instance, it is obligatory to appoint a free of charge lawyer for minors and disabled persons, individuals who cannot make his/her own defense. These legal aid lawyers must attend all the hearings.

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires All initiated procedures regarding recusals are finalised immediately. It means, these procedures are finalised in a few days and can't be handed over to the next year. Besides, there is no data about how many of these initiated procedures have been successfully finalised or not. According to article 24 of Criminal Procedure Code, "The recusal of the judge may be requested both in cases where the judge is not entitled to hear the proceedings, and for other grounds that raise doubt concerning his/her impartiality. The public prosecutor; the suspect, the accused person or their defence counsel; the intervening party or his/her attorney shall be entitled to request the recusal of the judge." In addition to that in Civil Procedure Code article 36, "If there is an important reason leading suspicion of the impartiality of the judge, one of the parties may request the recusal of the judge or the judge may withdraw himself." In both procedures, the proceedings of recusal of the judge is considered among the urgent matters.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : Department of Human Rights is an independent unit established in The Ministry of Justice. This department has been strengthened in recent years as it is in charge of the monitoring of enforcement of the decisions made by ECHR on the violations of the Convention. This department submits action plans and reports to the Committee of Ministers of European Council regarding the activities to prevent violations. In addition to that, decisions of ECHR are interpreted into Turkish and shared with courts and related institutions. Considering the judgment of ECHR, The Human Rights Action Plan has recently been announced to the public by that Department.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires There are different and separate provisions for administrative, criminal and civil cases. According to article 53 of the administrative procedure code, article 375 of civil procedure code and article 311 of the criminal procedure code; if a final judgement of the European Court of Human Rights has established that the decision has violated the Convention on the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms or its annexed protocols, this violation is considered as a motion for retrial of that case.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales



087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil cases: Simple trial procedure shall be followed for certain cases and circumstances such as precautionary decision and examination of the evidences. (Civil Procedure Code Article 316)

If it is considered that the acquisition of the claim will be considerably difficult or impossible due to a change that may occur, or if it is considered that a delay may cause a serious harm, then the court can rule a precautionary decision on the dispute. (article 389) If it is likely that it will be impossible or considerably difficult for the court to examine the evidences (of one party) in the future, evidences should be examined immediately. In such cases, courts can examine evidences without a prior notification to the other party. (article 400&403)

Criminal cases: In principle, seizure can be decided by judges. But on the condition that a delay would be detrimental, public prosecutors can decide on seizure. Seizure undertaken without the decision of the judge shall be submitted to the approval of the judge within twenty-four hours. The judge shall announce his/her decision within forty-eight hours from the seizure. Otherwise, seizure shall be automatically cancelled. (Article 127) Decision on monitoring the suspects and accused via technical tools can only be given by judges. But on the condition that a delay would be detrimental, public prosecutors can decide in this matter. However, within 24 hours, this decision of public prosecutor must be confirmed by the judge. The judge will decide within 24 hours at the latest. If the timeframe is not followed or if the judge decides otherwise, the records will be destroyed immediately. (Article 140) There are other provisions of Criminal Procedure Code which involves specific procedures for urgent matters of the same kind.

Also, in the investigation phase, during the period in which the suspect is kept in the detention center, at the latest in every 30 days, a decision shall be made by the judge either on the continuation of the detention or release of the suspect. (Article 108)

Administrative cases: On the condition that the execution of the administrative act leads to damages that are impossible to compensate or considerably difficult to compensate, the court may decide to stop the execution of the administrative act before deciding on the main case. (Administrative Procedure Code 27)

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In criminal procedure, simplified procedure system has been introduced in 2020. As of 1 January 2020 for some specified offences which are indicated in the law, over the explicit consent of the suspect/defendant, that simplified and expedited procedure has been under implementation.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is no such a way in Turkey that judges deliver an oral judgement without the full reasoning of the judgement.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour

soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : It is the courts who decide the organisation, number and planning of hearings in Turkey. But in practice, when setting the date of a hearing, judges consider the requests of lawyers.

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 861 782 [] NA [] NAP	2 315 850 [] NA [] NAP	2 175 248 [] NA [] NAP	2 002 384 [] NA [] NAP	410 790 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 524 124 [] NA [] NAP	1 308 709 [] NA [] NAP	1 178 063 [] NA [] NAP	1 654 770 [] NA [] NAP	393 878 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	145 268 [] NA [] NAP	659 519 [] NA [] NAP	665 738 [] NA [] NAP	139 049 [] NA [] NAP	11 325 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	133 017 [] NA [] NAP	638 031 [] NA [] NAP	644 017 [] NA [] NAP	127 031 [] NA [] NAP	10 049 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	12 251 [] NA [] NAP	21 488 [] NA [] NAP	21 721 [] NA [] NAP	12 018 [] NA [] NAP	1 276 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	3 069 [] NA [] NAP	7 181 [] NA [] NAP	6 718 [] NA [] NAP	3 532 [] NA [] NAP	518 [] NA [] NAP

2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	8 123 [] NA [] NAP	12 299 [] NA [] NAP	12 881 [] NA [] NAP	7 541 [] NA [] NAP	669 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	1 059 [] NA [] NAP	2 008 [] NA [] NAP	2 122 [] NA [] NAP	945 [] NA [] NAP	89 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
3. Affaires administratives	192 390 [] NA [] NAP	347 622 [] NA [] NAP	331 447 [] NA [] NAP	208 565 [] NA [] NAP	5 587 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			

Commentaires There is no specific reason have been detected so far regarding the fluctuations seen in the numbers above. During the period of the cycle, the pandemic may have an effect on that case flow. However, it is not certain to state any particular reason. On the other hand, we've summarised the measures taken in 2020 to prevent the spread of the virus in Turkey.

Please note that all these measures have been eased over time.

The measures in judiciary taken in Turkey to prevent the spread of the coronavirus are based on the two main aspects, the first one is to protect the staff from the disease, including judges and prosecutors. The second one is the measures to protect individuals (parties) from the unexpected results of the measures. In this context, all measures are set to prevent any result that cause deprivation of the rights of individuals.

Ministry of Justice and Council of Judges and Prosecutors are in charge of taking all actions in this regard. Main measures are as follows:

- The number of staff at the courthouse have been reduced considering the workload of each prosecution office and court. Reduced number of staff were on the shift while the rest of the staff are required to work from home.
- Face to face contact were reduced between staff and parties. SEGBS (System of Video Conference and Records In Courts) and UYAP (National Judiciary Informatics System) are used to ensure communication between parties and staff, especially for the urgent matters.
- All measures on hygiene in courthouses have been meticulously implemented.
- To prevent all the risks that may occur during the hearings, all hearings and face to face proceedings were postponed until the end of April in 2020, with the exception of the matters related to arrest, other preventive measures in criminal proceedings, the matters related to alimony and violence against women, etc..
- All the time limits to take actions before the courts and the time limits in alternative dispute resolutions were suspended until the end of the April 2020.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Change of name & surname
Request for inheritance certificate
Assignment and dismissal of a trustee
Birth certificate corrections
Protection of the properties of children, etc.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	1 334 453 [] NA [] NAP	1 448 625 [] NA [] NAP	1 344 684 [] NA [] NAP	1 438 394 [] NA [] NAP	224 843 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
According to our system, there is no distinction such as 'serious offences' and 'minor offences.' Because of that reason, there is no data specifically determined for these type of offences. The increase seen in the pending cases above is because of some reasons, such as the complexity of some disputes in criminal proceedings, the number of parties involved in the case as well as the need for expert opinion and reconnaissance which take a significant time for the proceedings to complete.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	412 843 [] NA [] NAP	664 164 [] NA [] NAP	601 549 [] NA [] NAP	475 458 [] NA [] NAP	22 352 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	341 267 [] NA [] NAP	406 712 [] NA [] NAP	378 916 [] NA [] NAP	369 063 [] NA [] NAP	20 837 [] NA [] NAP

2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	11 293 [] NA [] NAP	22 764 [] NA [] NAP	22 810 [] NA [] NAP	11 247 [] NA [] NAP	101 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	10 402 [] NA [] NAP	20 370 [] NA [] NAP	20 410 [] NA [] NAP	10 362 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	891 [] NA [] NAP	2 394 [] NA [] NAP	2 400 [] NA [] NAP	885 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	239 [] NA [] NAP	381 [] NA [] NAP	374 [] NA [] NAP	246 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	422 [] NA [] NAP	1 665 [] NA [] NAP	1 671 [] NA [] NAP	416 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	230 [] NA [] NAP	348 [] NA [] NAP	355 [] NA [] NAP	223 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	60 283 [] NA [] NAP	234 688 [] NA [] NAP	199 823 [] NA [] NAP	95 148 [] NA [] NAP	1 414 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The difference seen in the table is because of the fact that the number of second instance courts which are functioning has increased during the year of the cycle. This situation has already effect on the number of resolved cases. This explanation is also valid for administrative cases. As the second instance courts for criminal, civil and administrative disputes are recently operational, the case flow of these courts aren't much stable.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	335 070 [] NA [] NAP	438 680 [] NA [] NAP	417 964 [] NA [] NAP	355 786 [] NA [] NAP	8 680 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The difference seen in the table is because of the fact that the number of second instance courts which are functioning has increased during the year of the cycle. As the second instance courts for criminal, civil and administrative disputes are recently operational, the case flow of these courts aren't much stable.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	269 810 [] NA [] NAP	208 744 [] NA [] NAP	253 520 [] NA [] NAP	225 034 [] NA [] NAP	56 036 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	127 262 [] NA [] NAP	130 356 [] NA [] NAP	168 966 [] NA [] NAP	88 652 [] NA [] NAP	14 119 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	3 101 [] NA [] NAP	3 282 [] NA [] NAP	4 423 [] NA [] NAP	1 960 [] NA [] NAP	764 [] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	1 417 [] NA [] NAP	2 422 [] NA [] NAP	2 789 [] NA [] NAP	1 050 [] NA [] NAP	172 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	1 684 [] NA [] NAP	860 [] NA [] NAP	1 634 [] NA [] NAP	910 [] NA [] NAP	592 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	1 470 [] NA [] NAP	584 [] NA [] NAP	1 295 [] NA [] NAP	759 [] NA [] NAP	571 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	214 [] NA [] NAP	276 [] NA [] NAP	339 [] NA [] NAP	151 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	139 447 [] NA [] NAP	75 106 [] NA [] NAP	80 131 [] NA [] NAP	134 422 [] NA [] NAP	41 153 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. There is a specific policy to reduce the number of pending cases at Turkish Court of Cassation. That policy is under implementation since 2019 in which the system has started to prioritise the older cases by an alert system for the relevant officials. Moreover, the capacity of each chamber to supervise of the cases has been improved with the new software system which has been also introduced in 2019. Waiting time of each case has been monitored via that system. For these reasons, pending cases has significantly reduced compared to the previous cycle. All fluctuation seen in that table is connected to these works. In addition to that, newly introduced second instance courts, as explained in the previous section, have also significant effect on the workload of the higher instance court. As a note, As the definition in the 2.1 is not exhaustive (limited to those stated) for the type of non litigious cases, we couldn't find out any other non litigious cases to state in the section of "Other non-litigious cases"

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 9373

() Non

Commentaires The number of cases closed by the Highest court equals to all incoming cases to supreme courts in criminal law, civil law and administrative law in 2020.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	258 987 [] NA [] NAP	276 442 [] NA [] NAP	272 269 [] NA [] NAP	263 160 [] NA [] NAP	40 206 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
 There is a specific policy to reduce the number of pending cases at Turkish Court of Cassation. That policy is under implementation since 2019 in which the system has started to prioritise the older cases by an alert system for the relevant officials. Moreover, the capacity of each chamber to supervise of the cases has been improved with the new software system which has been also introduced in 2019. Waiting duration of each case has been monitored via that system. For these reasons, pending cases has significantly reduced compared to the previous cycle. All fluctuation seen in that table is connected to these works. On the other hand there is no separation in our system such as severe criminal cases and misdemeanour/minor cases.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	105 730 [] NA [] NAP	127 043 [] NA [] NAP	106 667 [] NA [] NAP	126 106 [] NA [] NAP	11 397 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	49 683 [] NA [] NAP
Faillite	1 000 [] NA [] NAP	675 [] NA [] NAP	761 [] NA [] NAP	914 [] NA [] NAP	317 [] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Homicide volontaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
----------------------------	---	---	---	---	---

Commentaires Please note that it is not possible in our system to distinguish attempted and completed robbery, attempted and completed homicide. Because of this reason, we can't give data regarding these cases. In addition to that the employment dismissal cases can not be separated from the cases in which the worker decides to quit.

The fluctuation seen above is mainly because of the reform made in the legislation of concordat. Concordat means an agreement made between debtors and claimants which enables parties to keep their interests and protect the corporate in question as those corporates are not obliged to declare insolvency. The specific situations that the concordat could be implemented has been expanded with the recent legislation. So, the number of insolvency cases have dropped significantly in this cycle.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. There is a particular legislation in Turkey to cover this issue. The Law on Foreigners and International Protection" drafted by Ministry of Interior was adopted in General Assembly of the Parliament on 04.04.2013 and dispatched to the President. Law 6458 on Foreigners and International Protection (YUKK) was approved by the President on 10.04.2013 and published in the Official Gazette No. 28615 dated 11.04.2013. The details of the procedures have been laid out in that publicly reachable law which is shared on <https://en.goc.gov.tr/kurumlar/en.goc/Ingilizce-kanun/Law-on-Foreigners-and-International-Protection.pdf> That website comprises detailed information over the issue of legal remedies relating to asylum seekers and the right of entry and stay for aliens. According to that law, the decisions of administrative authorities can be taken to the administrative courts as a legal remedy. Such as; the refusal of the receiving certificate of residence as well as deportation decisions could be challenged before the relevant courts laid out in the law.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie infantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : We cannot make clear separation in our system to find out that data considering the methodology of the CEPEJ.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendants depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendants depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 3 [] NA [] NAP	60 [] NA [] NAP	182 [] NA [] NAP	494 [] NA [] NAP	245 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 12 [] NA [] NAP	307 [] NA [] NAP	253 [] NA [] NAP	79 [] NA [] NAP	213 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 18 [] NA [] NAP	210 [] NA [] NAP	162 [] NA [] NAP	694 [] NA [] NAP	355 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires There are significant fluctuations seen in the table. Some of them, as it is stated above, are because of the fact that case flow at second instance has increased as these courts have started to fully operate during this period of time. However, there is no concrete finding to clarify the changes in some cases. To do so, there is a need to have a detailed work.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Divorce cases are handled by family courts. Before considering the merits of the case, family courts, if appropriate, shall encourage the parties to solve the problems peacefully. If the conflict is not solved in this way, then courts are entitled to hear the case. Also, the judge may, upon a request of the parties, decide to hear the case in a closed session. (Code on the Establishment, Functions and Trial Procedure of Family Courts)

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The calculation is made through judicial IT system (UYAP).
The calculation method of the length of proceedings of cases at the first instance courts:
1- In criminal cases, the date of accepting the public prosecution office's indictment by the court is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the court verdict is the end of the proceedings for first instance courts. The length of proceedings is the period between these two dates.
2- In cases other than criminal cases, the date of filing the case in a court is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the court decision is the end of the proceedings for first instance courts. The length of proceedings is the period between these two dates.
The calculation method of the length of proceedings of cases at the second instance courts (Regional Courts of Appeal):
In both criminal cases and other than criminal cases, the date of receiving the petition of appellate by the Court of Appeal is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the final decision of Court of Appeal to the first instance courts is the end of the proceedings. The length of proceedings is the period between these two dates.
The calculation method of the length of proceedings of cases at Supreme Courts (Court of Cassation and Council of State):

In both criminal cases and other than criminal cases, the date of receiving the petition of appellate by the Court of Cassation or the Council of State is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the final decision of these of courts to the first instance courts is the end of the proceedings. The length of proceedings is the period between these two dates. Average total length of the total procedure is calculated by adding the duration of a case in each instance and dividing the result into the number of instance that the case is being handled. As a further note; these numbers are the average length of proceedings from the commencement of the proceedings before the court until the delivery of a final and binding decision. If a case has been finalised in the first instance, that situation has also been taken into account.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [X] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	4 935 957 [] NA [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	3 744 136 [] NA [] NAP

3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	3 594 361 [] NA [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	2 136 051 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	262 171 [] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	524 220 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	[] NA [X] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	1 349 660 [] NA [] NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	[] NA [X] NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	542 353 [] NA [] NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	915 957 [] NA [] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	5 085 732 [] NA [] NAP

Commentaires The term of "Cases closed by the public prosecutor for other reasons" includes the discontinued decisions with the reason of lack of jurisdiction, merging the case with another case as well as sending the case to the another unit of the prosecution office due to the distribution of the workload.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Moj, Court of Cassation, Council of State.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires There are 2 different procedures for the recruitment of judges. One of which is the written and oral exam for the recently graduates. Before appointed as a judge, those candidates shall also be successful in 2 years of the internship and a final exam. The second option is a separate written and oral exam for lawyers who have 3 years of experience as lawyers. These lawyers shall be under 45. Furthermore, lawyers experienced at least 3 years of profession are subject to another written competitive examination and interview. Before appointed as a judge, those candidates should also be successful in 1 year of internship and a final exam.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	13	12	1
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : The Council of Judges and Prosecutors relies on Article 159 of the Constitution of the Republic of Turkey. In accordance with this article, the Council of Judges and Prosecutors

shall be established and shall exercise its functions in accordance with the principles of the independence of the courts and the security of the tenure of judges.

Article 159 regulates fundamental matters such as who the Council shall be composed of, who the President of the Council shall be, the duties of the Council, and how the examinations and investigations about the judges and prosecutors shall be carried out.

Having its own budget, the CJP is an independent Council separate from the Ministry of Justice.

The President of the Council is the Minister of Justice. The Related Deputy Justice Minister is the ordinary member of the Council. 3 members from among the civil judges and prosecutors and 1 member from among the administrative judges and prosecutors are selected by the President of the Republic. 3 members from among the members of the court of cassation, 1 member from among the members of the Council of State, 3 members from among the university jurist lecturers and lawyers are elected by Turkish Grand National Assembly, it is obligatory that one lecturer and one lawyer are elected for this group of members. The elections for the membership of the Council is held every four years. The members can be re-elected at the end of their terms of office. The CJP is responsible for the initiating the procedures of the career of the candidate judges-prosecutors.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : n accordance with Article 33 of the Law on the Council of Judges and Pprosecutors, candidates who are not recruited have the right to request a re-examination from the 2nd chamber of the board against this decision. In case of rejection of this request, there is the right to appeal to the General Assembly of the CJP, which consists of all members.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires The Council of Judges and Prosecutors is responsible for the promotion of judges and prosecutors.

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The criteria of promotion of judges is based on the Law on Judges and Prosecutors. These criteria are, among others, specific period of time to be fulfilled as a judge in certain courts, the number of cases that have been approved by the Court of Cassation, whether that judge has referred to the decisions of Constitutional Court and European Court of Human Rights.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs



115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Turkish Constitution and Criminal Procedure Code comprises specific guarantees for prosecutors to fulfil their duties regarding investigations. Under Turkish legislation, attempting to influence persons in charge of a judicial duty by using force, giving instruction or by any other ways is a crime that shall be sentenced to a penalty of imprisonment for a term of two to four years. (Turkish Criminal Code No 5237, Article 277)

Also, during the investigation phase or a court phase, attempting to influence persons in charge of a judicial duty with the aim of influencing a fair trial is a crime that shall be sentenced to monetary sanction. (Turkish Criminal Code No 5237, Article 288)

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	13	12	1
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : The Council of Judges and Prosecutors relies on Article 159 of the Constitution of the Republic of Turkey. In accordance with this article, the Council of Judges and Prosecutors shall be established and shall exercise its functions in accordance with the principles of the independence of the courts and the security of the tenure of judges.

Article 159 regulates fundamental matters such as who the Council shall be composed of, who the President of the Council shall be, the duties of the Council, and how the examinations and investigations about the judges and prosecutors shall be carried out.

Having its own budget, the CJP is an independent Council separate from the Ministry of Justice.

The President of the Council is the Minister of Justice. The Related Deputy Justice Minister is the ordinary member of the Council. 3 members from among the civil judges and prosecutors and 1 member from among the administrative judges and prosecutors are selected by the President of the Republic. 3 members from among the members of the court of cassation, 1 member from among the members of the Council of State, 3 members from among the university jurist lecturers and lawyers are elected by Turkish Grand National Assembly, it is obligatory that one lecturer and one lawyer are elected for this group of members. The elections for the membership of the Council is held every four years. The members can be re-elected at the end of their terms of office. The CJP is responsible for the initiating the procedures of the career of the candidate judges-prosecutors.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : n accordance with Article 33 of the Law on the Council of Judges and Pprosecutors, candidates who are not recruited have the right to request a re-examination from the 2nd chamber of the board against this decision. n case of rejection of this request, there is the right to appeal to the General Assembly of the CJP, which consists of all members.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires The CJP is responsible for the promotion of public prosecutors.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Council of Judges and Prosecutors

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
-------------	-------------	---------------------------

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	2 783 867 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Turkish Justice Academy is responsible for training of judges and prosecutors. The budget of The Academy has increased in local currency however due to fluctuation in euro - tl exchange rate, the budget seems to decrease in euro.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Judges and prosecutors have compulsory initial training.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	267 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	399 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	44 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	187 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	333 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	187 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	333 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . It is not possible to have separate data on training courses for non judge staff and non prosecutor staff. Discrepancy seen above is due to the pandemic. However the number of online trainings has increased during that time. In the context of the measures taken by the MoJ, online training have been held instead of in person trainings. Online trainings have a variety of advantages. For instance, it is time saving and participants are able to attend the meetings wherever they are.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	4 339 [] NA [] NAP	11 370 [] NA [] NAP
Juges	308 [] NA [] NAP	1 525 [] NA [] NAP
Procureurs	263 [] NA [] NAP	379 [] NA [] NAP
Personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres professionnels	3 768 [] NA [] NAP	9 466 [] NA [] NAP

Commentaires It is not possible to have separate data on training courses for non judge staff and non prosecutor staff. Therefore, the numbers of trainings for staff (non judge and non prosecutor) is included in training for other professionals.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	15 475 [] NA [] NAP	12 114 [] NA [] NAP	140 051 [] NA [] NAP	109 632 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	28 467 [] NA [] NAP	21 820 [] NA [] NAP	257 632 [] NA [] NAP	197 471 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	15 475 [] NA [] NAP	12 114 [] NA [] NAP	140 051 [] NA [] NAP	109 632 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	28 467 [] NA [] NAP	21 820 [] NA [] NAP	257 632 [] NA [] NAP	197 471 [] NA [] NAP

Commentaires The salaries of judges and prosecutors have increased in local currency but because of the exchange rate, it has decreased in euro.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires In some cities and towns where the courts are located, there are houses owned by the State for the use of judges and prosecutors as well as court staff (subsidised housing). These houses requires low renting prices compared to other houses located in that region. These houses are allocated to those who applied for them considering the point-based system to set out the entitlement of the relevant applicant.

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. No.

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires The principles of ethics to be observed by members of the judiciary were shared with judiciary and public by Council of Judges and Prosecutors in 2019. These principles were prepared in accordance with the United Nations and Council of Europe standards.

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Juges uniquement

- Juges et représentants d'autres professions juridiques
- Autre, veuillez préciser : Council of Judges and Prosecutors

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is the body giving opinions on ethical questions of judges and prosecutors.

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
- Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. Judicial Ethical Principles have been shared with public by the Council of Judges and Prosecutors on 14 March 2019. The Council has the task over the making decisions about the applications of the violation claims of these principles. If there is any decision on the violation of the ethical principles have been made, that decision is shared on official website of the Council of Judges and Prosecutors considering personal data. Besides, judges and prosecutors could apply to the CJP if they a concern that a behaviour could be regarded as the violation of the Principles. That application is called a process of consultancy. Therefore, the decisions of the CJP is twofold as it is explained above, one is on "violation" and the second is on "consultancy". There is no regular period of time in making these decisions.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

- Oui
- Non

Commentaires The principles of ethics to be observed by members of the judiciary were shared with judiciary and public by Council of Judges and Prosecutors in 2019. These principles were prepared in accordance with the United Nations and Council of Europe standards.

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Procureurs uniquement
- Procureurs et représentants d'autres professions juridiques
- Autre, veuillez préciser : Council of Judges and Prosecutors is the body that is responsible for ethical questions of judges and prosecutors.

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

- Oui
- Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. Judicial Ethical Principles have been shared with public by the Council of Judges and Prosecutors on 14 March 2019. The Council has the task over the making decisions about the applications of the violation claims of these principles. If there is any decision on the violation of the ethical principles have been made, that decision is shared on official website of the Council of Judges and Prosecutors considering personal data. Besides, judges and prosecutors could apply to the CJP if they a concern that a behaviour could be regarded as the violation of the Principles. That application is called a process of consultancy. Therefore, the decisions of the CJP is twofold as it is explained above, one is on "violation" and the second is on "consultancy". There is no regular period of time in making these decisions.

5.4.Procédures disciplinaires



140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire

- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Judges and prosecutors are subject to the same legislation and have the same status. Disciplinary actions are carried out by the Council of Judges and Prosecutors for both. It is not possible to separate the disciplinary

proceedings initiated against judges than the ones against prosecutors.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
8. Démission	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
9. Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
10. Révocation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Judges and prosecutors are subject to the same legislation and have the same status. Disciplinary sanctions are carried out by the Council of Judges and Prosecutors for both. It is not possible to separate the sanctions pronounced against judges than the ones against prosecutors.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Council of Judges and Prosecutors

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	143 350 [] NA	77 797 [] NA	65 553 [] NA

Commentaires Total number of lawyers practising in Turkey has increased due to the increase in the number of new law faculties and the number of graduates.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires de licenciement	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Affaires pénales - Défendeur	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires administratives	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : Under Turkish legislation, natural persons can represent themselves at all courts. Nevertheless there are some exceptions to this rule. For instance, minors and disabled persons, individuals who cannot make his/her own defense, etc.. must be appointed with a lawyer. On the other hand, it is lawyers who have a monopoly on legal representation. Providing opinion on legal matters; litigating and defending the rights of real persons and legal entities before courts, arbitrators or other bodies invested with jurisdictional powers; following judicial proceeding; and managing all documentation in connection therewith are the sole prerogative of attorneys enrolled at bar associations. (Attorneyship Code, article 35)

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Under Turkish legislation, natural persons can represent themselves at all courts. Nevertheless there are some exceptions to this rule. For instance, minors and disabled persons, individuals who cannot make his/her own defense, etc.. must be appointed with a lawyer. On the other hand, it is lawyers who have a monopoly on legal representation. Providing opinion on legal matters; litigating and defending the rights of real persons and legal entities before courts, arbitrators or other bodies invested with jurisdictional powers; following judicial proceeding; and managing all documentation in connection therewith are the sole prerogative of attorneys enrolled at bar associations. (Attorneyship Code, article 35)

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

Activité notariale

Arbitrage/médiation

Mandataire

Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) :Lawyers can give lectures, courses to intern lawyers.

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Union of Turkish Bar Associations

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	962 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The subcategories of the disciplinary proceedings initiated against lawyers in Turkey are more different than above. Therefore, it is only possible to give the total number which is 962. There are disciplinary proceedings can be undertaken for several reasons; it is not possible to calculate those proceedings only once and for only the main reason.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	443 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	127 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	97 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	190 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The subcategory of other is correspond to the warning sanction.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : There are mandatory informative sessions in both criminal and civil disputes mediation.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires Even though we stated "yes" to the mediation in family cases in the previous cycle, we've realised that there is currently no mediation in family cases in Turkey. However there is a dedicated work to introduce the mediation in the disputes emerging from family issues. But there is no concrete schedule about the launch of the implementation.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

- Oui
 Non
[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	44 372 [] NA [] NAP	24 696 [] NA [] NAP	19 676 [] NA [] NAP

Commentaires Because of the importance given by our system on alternative dispute resolution methods, significant increase has been seen in the number of mediators.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	258 770 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	219 639 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Although there is court related mediation in civil disputes, it is hard to provide separate data for different cases.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires In Turkey, in addition to court related mediation as detailed in Q 163, there is mandatory mediation methods in civil disputes (Some disputes on labour, consumer and commercial disputes.) Therefore, we've opted for mediation other than court related mediation. Additionally, arbitration is a kind of alternative dispute resolution that enables parties to settle their disputes by the help of arbitrators instead of going to court.

Conciliation in Turkey is an alternative method which is applicable to criminal disputes mostly before going to court. (This method is exactly same as we pointed in Q 163.)

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : MoJ, DG for Legal Affairs, Department of Mediation.

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	7 089 <input type="checkbox"/> NA	3 778 <input type="checkbox"/> NA	3 311 <input type="checkbox"/> NA

1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	6 889 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 778 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 311 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : Enforcement agents in Turkey are all public officials (bailiffs) having the status of civil servant and working in enforcement offices. These officials are responsible for the implementation of debt collection procedures. The number of enforcement agents has increased compared to 2018 data by 27%. It is because of the endeavour to enhance the human resource and to have more efficient, quicker and improved services for citizens. Namely, this is a consequence of certain policy. There is also a twinning project "Improved Capacity of Civil Enforcement Offices" has been conducted in cooperation with the EU.

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Etat civil	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Cohabitant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie conservatoire des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires E notification system in Turkey has launched on 1 January 2019. There is a dedicated law on the use of e-notification. The details of e-notification has been covered in that law. The main point of the law is the e-notification is compulsory for lawyers, corporates as well as public institutions once they apply for the official e-mail address provided by the relevant institution. As of 28 September 2021, 78 milion e notification have been issued by courts, instead of the conventional notification.

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : With the help of the development of the IT system used in the enforcement procedure, many process can be made through the UYAP system without any need to have physical presence. The UYAP is integrated with e-government system and the UYAP has sub-applications, called UYAP e-citizen and e-lawyer. Through these applications parties are able to send their documents to the relevant enforcement agents.

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure

d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : MoJ

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is an inspection procedure that is conducted by the inspectors, regularly.

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :there is still need to improve human resource with the equal propotion of workload.

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	912 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	9 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	879 [] NA [] NAP
4. Autre	24 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : There is no specific reason to explain the decrease in the number of initiated disciplinary proceedings.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	18 [] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP
5. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Total number of sanctions pronounced against enforcement agents is 18. The sub categories of the sanctions in Turkey are more different than above. There is no specific reason to explain the decrease in the number of pronounced disciplinary proceedings. Besides, it might dropped as the number of initiated has also dropped in this cycle.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : MoJ

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Agent d'exécution
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	1 745 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	825 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	920 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	1 745 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	825 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	920 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):The specific document showing the entitlement of being a notary. This document is issued by the MOJ.

Commentaires After reviewing the answers we gave in the previous cycle, we've come to the conclusion that the answer above is quite better to explain the access conditions to the profession of notary.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veillez sélectionner une option
Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Notaries have duties within the framework of civil procedure, but those duties are related to the certification of the authenticity of documents, either issuing documents or

approving the validity. Furthermore, notaries do perform some activities that are laid down in the law, such as giving of certificate of inheritance and issuing of invitation letter to spouse who left the home in a marriage. (Law 1512, article 71/A)

After reviewing the answers we gave in the previous cycle, we've come to the conclusion that the answer above is quite better to explain the situation in Turkey.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires The use of specialised ICT systems ranges from the integration with other notaries to the electronic application system used by the clients. The details regarding the use of specialised ICT systems have been laid out in the Notary Law, article 198/A.

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)
- Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre du commerce	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Aucun	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- [] Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
 [X] Acte électronique
 [X] Identification numérique
 [X] Archivage numérique
 [] Autre, veuillez préciser

[] Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- [X] Notariat/ organisme professionnel
 [] Autres autorités publiques
 [] Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- (X) Oui
 () Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

11. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Turkish Notaries Union

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires Court interpreters are indeed accepted as experts. Experts involved in judicial proceedings, are subject to the Code on Experts No.6754, Regulation on Experts and Regulation on Ethical Codes for Public Officials. It is the first time that, under those legislation, binding provisions are set for professional inadequacy, integrity, reputation and ethical performance regarding the quality of the experts' services. Code on Experts No. 6754 came into force by 24.11.2016.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires Court interpreters are indeed accepted as experts. Experts involved in judicial proceedings, are subject to the Code on Experts No.6754, Regulation on Experts and Regulation on Ethical Codes for Public Officials. It is the first time that, under those legislation, binding provisions are set for professional inadequacy, integrity, reputation and ethical performance regarding the quality of the experts' services. Code on Experts No. 6754 came into force by 24.11.2016.

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

5 185]

NA

NAP

Commentaires These court interpreters are all registered to the system. 4697 interpreters work in criminal courts and 488 interpreters work in civil courts. The number of interpreters has increased due to the effective implementation of abovementioned Law and the importance given to strengthen access to justice for all.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. According to Law on Experts (Law 6754) published on Official Gazette on 24 November 2016, it is underlined in article 2/1.b that an expert is a natural person or a legal person under private law whose opinions are sought for issues that require specific or technical knowledge. It is also laid down in article 3/3 that the court can not seek expert opinions for issues that can be resolved with the judge's general knowledge, experience or legal knowledge that is required by the judge's profession. Therefore, in our legislation it is not allowed to get expert opinions on specific legal issues or support the judge in preparing the judicial work.

In addition to that parties have a right to receive expert opinions independently. In that option, the court decision isn't required. The main goal of the parties by receiving that and submitting to the court is to support their claims. In conclusion, there are two options in our system to receive expert opinions.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) : There are 15 expert district boards established along Turkey. These boards are responsible for the preparation of lists of experts who will be tasked by judge in courts. There are some conditions taken into account by these boards as the lists are prepared. Expert district boards evaluate the skills of the applicants before deciding of the registration on the list. While giving this decision, the boards consider the professional experience and background, in service training programmes. Experts must take oath to be able to work as experts in courts.

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires It is totally transparent system. Anyone could reach these lists on: <https://bilirkisilik.adalet.gov.tr/Home/SayfaDetay/bolge-bilirkisi-listeleri02072020030208>

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 3 years

Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? According the article 12 of the Law on Expert; if there is any expert with specific expertise cannot be found on the list, an expert who has not been listed could be appointed in that specific case.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	42 808 [] NA [] NAP	32 613 [] NA [] NAP	10 195 [] NA [] NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	702 412 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	464 587 [] NA [] NAP
2. Affaires administratives	7 247 [] NA [] NAP
3. Affaires pénales	100 217 [] NA [] NAP
4. Autre affaires	130 361 [] NA [] NAP

Commentaires In fact, there is no concrete data showing the reason of the decrease of the cases above. But, it may directly be linked to the decrease of the incoming cases in 2020.

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
-------	---	---

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de l'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent : There are specific rules regarding the function of judicial expert in both civil and criminal proceedings. In addition to that, there are general provisions in Code on Experts no 6754 on the general and ethical principles that experts must regard when they fulfil their profession.

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

Le processus de sélection

La formation initiale ou continue

Les procédures disciplinaires

NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : MoJ

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Reforms in Turkish Judicial System are mainly based on two separate documents. One of which is Judicial Reform Strategy Document which was shared with public in 2019 and still being implemented. In this Document there are 9 aims, 63 objectives and 256 activities. The aims are set out as protection and improvement of rights and freedoms, improving independence, impartiality and transparency of the judiciary, increasing the quality and quantity of human resources, enhancement of performance and productivity, ensuring efficient use of the right to self defence, ensuring access to justice and enhancing satisfaction from service, enhancing the efficiency of the criminal justice system, simplification and enhancement of the efficiency of civil and administrative trial, spreading of alternative dispute resolution methods.

As of September 2021, 133 out of 256 activities have been achieved. Reforms are being monitored through electronic system which is reachable on www.yargireformu.adalet.gov.tr. The implementation report is annually prepared and shared with public on this website. Besides, there is a specific section on this website which enables citizens submit their opinions about judicial reforms. So, that process of reforms are kept dynamic by receiving the views of the public. The second fundamental reform work is Human Rights Action Plan which was made public in 2021 and has still been implemented. Consultation process was conducted through a comprehensive and inclusive approach. The document has 9 objectives and 393 activities. The activities requires two years of time to be completed. Monitoring system of the document is being conducted through <https://insanhaklarieylemplani.adalet.gov.tr>. Besides the aforementioned documents, reforms on specific subjects have been ongoing. One of which is "Project of The Regulation on Determination and Implementation of Target Time Periods of Prosecution and Investigation" has launched in 2019. As of 1 January 2019, all court users in first instance criminal, civil and administrative proceedings started to be informed on foreseen completion time of the case they have been involved in. Also, the work is still in place to carry out this project in 2nd instance courts. Alternative dispute resolution is of great importance in Turkish judiciary. Being aware of this fact, in 2017, mediation in labour courts became a requirement for action and put into effect as of 01/01/2018. In 2018, the same regulation was brought to effect in commercial disputes. In addition to that, as of 2020, some disputes of consumers have been involved in the process of mediation. Namely, the number of disputes which requires mediation before going to court have significantly increased. In criminal matters, according to the recent amendment made in Turkish Criminal Procedure Code, the number of offences to which the conciliation must be implemented as a precondition of investigation procedure, has been increased. On the other hand, new methods in criminal procedure called simplified judgement method has been introduced. This new method features more expedited procedure in the investigation and prosecution of some specific offences. This method can be implemented after the consent of the defendants.

208-2. Budget

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The budget of the abovementioned reforms has transparently been shared with public on the websites of the reforms. The Action Plan of Judicial Reform Strategy includes the budget, calendar as well as responsible units of each activity enshrined in the document. The Implementation Document of the Human Rights Action Plan also comprises the required information on the budget of the activities.

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques),

compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Number of inhabitants, work load, number of staff and geographical location of the region of each courthouse is monitored regularly. Court buildings' maintenance or investments in new court buildings are conducted accordingly. To decrease the backlog of courts and public prosecutor offices, the number of judges, prosecutors and staff has increased. During this period of time, e-hearing system in civil procedures has been introduced in Turkey. To decrease the negative effect of the pandemic, e-hearing system is considered significant system in the system. The e-hearing system in Turkey has the legal basis, details of the system have been included in that legislation.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In Turkey, significant steps regarding the access to justice were taken. In this regard, the budget allocated for legal aid has increased steadily. During this period of time, lots of activities have been carried out in the field of legal aid. One of these activities is the online application for legal aid which has been introduced recently. With the help of the system, people in need are able to apply for the legal aid online without any need to make a physical application. The other developments are in the field of victim's rights. The secondary legislation on victim rights have been completed and published. There are many centers on legal support and victim services have been established across Turkey. These centers have different tasks that are mainly based on the support of victims. Lastly, separate interview rooms have been established in courthouses for victims of sexual assault and domestic violence, witnesses, juvenile offenders. These reforms are designed to enhance access to justice and increase the quality of legal aid.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Both in Judicial Reform Strategy and Human Rights Action Plan, there are some measures have been foreseen to strengthen the rights of judges and prosecutors and increase the independence and impartiality of them. Such as; geographical guarantee for judges and prosecutors, enhancement of rights of judges and prosecutors in disciplinary proceedings. These reforms are planned and adopted in the relevant documents, the details of the implementation of these actions are underway.

On the other hand, considering the conditions of pandemic, lots of trainings have been held online for judges, prosecutors, lawyers and court staff.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2020, there are many different actions have been taken in Turkish judiciary. Training of legal professionals on gender balance is the one of the important components of these actions. For instance; in 2020, 580 court staff participated in the trainings on gender balance. As it is detailed in relevant question, in the process of recruitment, appointment and promotion, gender balance have been taken into consideration as this issue specifically underlined in both Judicial Reform Strategy and Human Rights Action Plan.

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : After the launch of the Judicial Reform Strategy, four separate amendment were made in relevant codes by Turkish Parliament. First reform package was entered into force in 2019. That package includes a set of reforms ranging from the setting separate duration of arrest for investigation and prosecution process to the new procedural methods in criminal procedure in order for the dispute to be resolved more accelerated. The second legislation package is mainly focussed on the civil procedure. It aims to eliminate the obstacles parties faced during the civil procedure while the third one is pertaining to the enforcement of criminal decisions. Lastly, the fourth package sets out specific reforms covered in Human Rights Action Plan. For instance, the vertical appeals of the decisions of the peace courts has been introduced. Besides, with the entry into force of the latest package, the required time for the completion of justification process of the administrative courts' decisions have been decreased. With that reform, parties involved in administrative procedures are now able to receive the justification of the decisions sooner than it was.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : With the entry into force of third legislative package, some reforms about the enforcement procedure of the criminal decisions have been carried out. The tasks of the enforcement court judges have been specified. The rights of women inmates and pregnant inmates have been enhanced. The preconditions on conditional release procedure have been redetermined and specific conditions

stemmed from the pandemic have been also taken into consideration in this regard.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Alternative dispute resolution is of great importance in Turkish judiciary. Being aware of this fact, in 2017, mediation in labour courts became a requirement for action and put into effect as of 01/01/2018. In 2018, the same regulation was brought to effect in commercial disputes. In addition to that, as of 2020, some disputes of consumers have been involved in the process of mediation. Namely, the number of disputes which requires mediation before going to court have significantly increased. In criminal matters, according to the recent amendment made in Turkish Criminal Procedure Code, the number of offences to which the conciliation must be implemented as a precondition of investigation procedure, has been increased. On the other hand, new methods in criminal procedure called simplified judgement method has been introduced. This new method features more expedited procedure in the investigation and prosecution of some specific offences. This method can be implemented after the consent of the defendants.

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Both in Judicial Reform Strategy and Human Rights Action Plan, several reforms have been foreseen. Some of these reforms are linked to specific offences, such as hate crimes, human trafficking, etc..These reforms mainly require increased cooperation both in the country and abroad to have effective fight against crime. Trainings of judicial professionals are also another main aspect to be followed in this issue.

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The prisons that did not comply with the standards were closed and the construction of modern prisons continued. The use of electronic monitoring systems in the monitoring and supervision of suspects, detainees and convicts, has been extended. To date, many EU funded projects have been successfully carried out in the penal enforcement area. Alternatives to imprisonment is on the top of the agenda of these works.

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Both in the Judicial Reform Strategy and the Human Rights Action Plan, child friendly justice is seen one of the main pillars of the reform agenda. In this regard, the number of judicial interview rooms have significantly increased all across Turkey. These rooms are established in courthouses to prevent children from revictimisation of the court procedures. Psychologist, social workers are all appointed to work at that rooms. In 2020, the number of judicial interview rooms is 90.

In addition to the newly introduced works, regular activities have been carried out as they were planned. For instance; in 2020 in the concept of the trainings on the prevention of domestic violence, 580 personnel were received in service trainings. Besides, within the module of the HELP, many social workers attended the trainings during the said year.

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : As it is seen above, trainings on the prevention of domestic violence have been organised and conducted throughout the reference year. The Fourth National Action Plan for Combating Violence Against Women was also made public on July 1 2021. The action plan covers all the actions to be taken between 2021 and 2025 and the implementation process has been carried out by the Family and Social Services Ministry.

On the other hand, during the reference year the circular on the "Protection of Women and The Implementation of the Law on The Prevention of Violence Against Women" was updated by the Ministry of Justice.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In addition to the integration of UYAP information system with other institutions, many applications have been developed to strengthen the access to justice for beneficiaries. In particular, the integration with law enforcement units has been one of the most important developments in this area. The application "Mobile Information System for Lawyers" which was prepared to increase the variety of services provided to lawyers and enable them to follow up the trial processes more easily, was also put into service in this period.

Audio-Visual Information System (SEGBIS) is available in courts, prosecution offices and prison and detention offices. Judicial proceedings at those facilities can be conducted and recorded via SEGBIS. SEGBIS contributes right to a fair trial and right to a fair hearing within a reasonable time. To alleviate the negative effect of the pandemic, e-hearing system have been introduced in civil proceedings in Turkey. This system is currently been used by lawyers but, in the near future it is planned to extend it to other court users. IT Department of MoJ is in charge of this system and promotes the efficiency of it. Via judicial IT system (UYAP), all citizens can access information about their cases and exchange documents by using citizens' portal. Lawyers can monitor their cases and exchange documents via lawyers' portal. They can log into the system either with an e-signature. In addition, parties who have subscribed to UYAP SMS Information System could receive information about the case files and proceedings as SMS.

Specific portals within the UYAP have been created to ensure electronic sales of movables and immovables which are subject to enforcement proceedings. Parties and third-party can make online payments for judicial fees via UYAP. Inheritance certificates can be prepared by courts through electronic means in 2 minutes.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :